Avant-propos

Francis Messner

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rdr/1183>

DOI : 10.4000/rdr.1183

ISSN : 2534-7462

Éditeur

Presses universitaires de Strasbourg

Édition imprimée

Date de publication : 16 novembre 2020

Pagination : 5-6

ISBN : 979-10-344-0073-7

ISSN : 2493-8637

Référence électronique

Francis Messner, « Avant-propos », *Revue du droit des religions* [En ligne], 10 | 2020, mis en ligne le 16 novembre 2020, consulté le 19 mai 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rdr/1183> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rdr.1183>

La *revue du droit des religions* est mise à disposition selon les termes de la Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International - CC BY-NC 4.0.

AVANT-PROPOS

Le dossier de ce numéro 10 de la *Revue du droit des religions* est consacré à l'identité religieuse. Cette thématique n'est pas sans lien avec un certain nombre d'interrogations et de peurs générées par la « montée » des intégrismes, des littéralismes, du radicalisme religieux violent ou plus simplement d'une forme de « communautarisme » suscitée par le basculement du statut de groupement religieux majoritaire à celui de groupement minoritaire. Ces évolutions vers un conservatisme tantôt frileux tantôt agressif n'épargnent aucune des religions alors que nombre de spécialistes des sciences sociales annonçaient leur dépérissement et que des générations de croyants ont tenté d'édifier des communautés religieuses qualifiées d'ouvertes et d'inclusives. La crainte de l'Autre différent et l'angoisse de disparaître sous les coups de boutoir de la sécularisation ont inversé la tendance.

L'identité religieuse peut faire partie des valeurs constitutionnelles d'un État qui privilégie une religion « prédominante » comme en Grèce, une Église « établie » en Angleterre ou une Église « populaire » au Danemark. Mais même dans ce cas, le respect du pluralisme et de la tolérance, et également de la neutralité des institutions publiques s'impose. Dans les États musulmans où la religion est le plus souvent un service public intégré à l'appareil politico-administratif de l'État, avec une confusion entre les compétences des pouvoirs publics et des autorités religieuses, cet équilibre est difficile sinon impossible à trouver. La France maintient une posture originale par rapport aux autres États européens. Le principe constitutionnel de laïcité promeut la neutralité des services publics, tout en garantissant la liberté de conscience et de culte, alors que la loi du 9 décembre 1905 aménage le droit commun aux fins de garantir effectivement la liberté d'exercice du culte.

Mais si la religion a sans conteste une forte dimension collective qui pèse sur les modes de relation avec les pouvoirs publics, le poids des caractéristiques individuelles dans l'identité religieuse a pris de l'ampleur. Celle-ci

est désormais composite et bouleverse le cadre historique des relations État/religions historiquement fondé sur des rapports de force. Les autorités religieuses n'ont plus qu'une emprise réduite non seulement sur le politique et le sociétal, mais également sur les règles religieuses et la doctrine dont la cohérence est fragilisée par le nomadisme religieux. Il est dès lors difficile pour elles de s'imposer face aux autorités publiques.

La prise en compte du façonnage de l'identité individuelle par la religion, par ailleurs reconnue par la jurisprudence européenne, reste complexe et soulève la question du lien avec l'Autre et de la conciliation entre identité et altérité. Les identités religieuses qui font l'objet de revendications affirmées sont le plus souvent constitutives de l'appartenance à un groupe minoritaire où le religieux croise l'ethnique, le culturel, le linguistique... Sur quels fondements et en quels termes les juges tranchent-ils alors les litiges générés par ces quêtes identitaires ?

Par ailleurs, à l'ère du déboulonnage des statues et de l'envahissement progressif du politiquement correct, la protection des identités pose à juste titre la question de la liberté d'expression et de la critique des activités et des institutions religieuses dont des pans entiers pourraient être, en attendant des temps meilleurs, relégués dans une boîte noire.

Dans les *varia*, Dallal Boukhari analyse la relation étroite tissée entre l'école, la politique d'intégration et les évolutions du modèle de laïcité au Québec. Romain Micalef examine le processus de légitimation des camps de détention de musulmans ouïghours en Chine que des institutions internationales comme l'ONU et la CPI peinent à dénoncer. Alain Sériaux présente quant à lui une position de chrétien sur la liberté religieuse en France, en regrettant la tendance à un confinement progressif de la foi au seul domaine de l'intime qui affecterait toutes les religions.

Dans des chroniques qui reviennent sur des jurisprudences récentes, Anne Fornerod présente les conséquences de la législation relative à l'état d'urgence sanitaire sur la liberté des cultes et l'accès aux édifices cultuels, alors que Philippe Goni et Gérard Gonzalez s'interrogent sur la liberté d'association des groupements religieux à Monaco où la religion catholique est religion d'État.

Des notes de lectures toujours très appréciées rédigées sous la houlette de Phillippe Ségur concluent ce numéro.

Francis MESSNER